L'ECHO DE MANITOBA

JEUDI, 21 SEPT. 1899.

Toutes communications concernant la rédactions devront être adressées à M. D'HELLENCOURT, Rédacteur, Boite 1309, WINNIPEG, MAN.

L'abondance des matières nous oblige à remettre à la semaine prochaine la suite de nos articles sur la colonisation.

Le "Manitoba" et l'Encyclique

Le "Manitoba" est parti en guerre contre un article récemment publié dans le "Temps" par un correspondant manitobain, et que nous ne pouvons à notre grand regret, vû sa longueur, reproduire dans notre journal.

Nous n'avons point à nous mêler personnellement dans la discussion; d'ailleurs à en juger par le ton de la communication susdite, l'auteur paraît être de force à soutenir la lutte contre le "Manitoba."

Toutefois, nous croyons à propos de noter quelques réflexions inspirées par cette polémique.

Une chose surtout nous surprend dans l'attitude actuelle du "Manitoba," c'est l'oubli complet, l'on pourrait dire presque, le mépris, dans lequel il paraît tenir les prescriptions de l'encyclique et les indications très nettes de l'autorité archiépiscopale.

Ainsi il affecte d'ignorer les concessions dont jouit actuellement la minorité manitobaine, concessions reconnues par Mgr Langevin lui-même comme "véritables," dans ses récents discours à Sainte-Anne et à Lorette.

Quand il ne nie pas carrément ces concessions le "Manitoba" en nie la valeur; il les traite comme des quantités négligeables, sans conséquences et sans effets.

Il se refuse à accepter la réalité de ces concessions, malgré les déclarations fort nettes de son archevêque lui-même.

Il nous sera permis de préférer la parole et l'appréciation de Mgr Langevin à celle de MM. Bernier, et puisque les assertions de ces derniers sont absolument contraires à celles de Sa Grandeur, la conclusion est facile à déduire.

MM. Bernier dénaturent sciemment et de parti pris les faits.

Pour notre population ici, cela n'a pas d'autre conséquence que de discréditer la coterie Bernier, et les gens de nos paroisses qui savent à quoi s'en tenir, ne sont point disposés à prendre pour des lanternes, les vessies du "Manitoba."

Mais pour les journaux et la population de la province de Québec il en va différemment, et c'est là le champ qu'exploite le confrère peu scrupuleux.

D'autre part nous ne voyons pas comment la coterie Bernier peut concilier son attitude actuelle avec les enseignements de l'encyclique.

Quand les chefs de la coterie viennent déclarer avec emphase qu'ils rejettent aussi loin que possible, la simple proposition d'une alliance avec Greenway, ils ne paraissent guère, suivant les expressions de l'encyclique, "admettre qu'il y ait plusieurs lignes de conduite pour atteindre le but que poursuit la minorité," ils paraissent encore moins décidés "à peser mûrement ce qu'il y a de mieux à faire."

Quand ils prennent pour but de toute leur politique "la dégringolade du gouvernement Greenway," nous cherchons en vain "cette prudence, cette modération, cette douceur" dont le St Père recommande d'user.

Comment concilient-ils leur attitude avec les paroles suivantes:

"C'est pourquoi, partout où la loi, ou LE FAIT, ou les bonnes dispositions des personnes leur offrent quelques moyens d'atténuer le mal et d'en éloigner davantage les dangers, il convient tout à fait et il est utile qu'ils en usent, et qu'ils en retirent le meilleur parti possible."

Pour nous, nous n'hésitons pas à le déclarer, la politique que préconise le "Manitoba" est la négation absolue de la direction précitée.

C'est très joli de nier les concessions, de nier la bonne foi, la bonne volonté, de nier toujours et quand-même, pour éviter de se conformer à cette encyclique, mais, c'est vraiment par trop enfantin.

C'est une politique d'autruche se cachant la tête derrière un caillou pour ne pas être vue!

C'est une politique d'enfant rageur et boudeur qui ne veut pas avouer qu'il a tort, mais tout cela n'a qu'un temps, le "Manitoba" semble l'oublier trop facilement.

Le "Manitoba" consacré par son directeur au Sacré Cœur de Jésus aura, nous l'espérons, à cœur de réparer les erreurs du passé; ce serait à désespérer de tout désormais, si malgré un tel acte de dévotion notre confrère refusait de suivre les conseils du Souverain Pontife et persévérait dans les malheureux mensonges du temps passé.

L'Affaire Dreyfus et la France

Un Français, un officier, c'est-à-dire un de ceux sur qui la France se repose du soin de veiller à la sécurité nationale, un des dépositaires de son honneur, est accusé d'avoir lâchement trahi sa patrie.

L'honneur de la France, celui de l'armée exigent qu'on élucide la question.

Il est donc traduit devant un tribunal composé de ses pairs, d'officiers qui par solidarité, par confraternité militaire désireraient pouvoir épargner à l'armée l'humiliation qui rejaillirait sur elle du fait même de la trahison; et cependant, malgré leurs répugnances, ces officiers, esclaves de l'honneur se voient forcés de reconnaître la culpabilité de l'accusé.

Or, il se trouve que le condamné, que Dreyfus est un Juif.

Les officiers, ses juges et ses camarades, malgré leurs préventions légitimes en faveur d'un membre de leur famille, malgré leur répugnance à admettre le déshonneur d'un frère d'arme, se sont inclinés devant les preuves fournies.

Obéissant à des sentiments de solidarité semblable les coreligionnaires de Dreyfus se refusent cependant à admettre sa culpabilité.

Il est vrai qu'il n'ont point connaissance, eux, des preuves sur lesquelles s'est établie la conviction des juges militaires; le secret même dont s'est entouré le tribunal militaire, secret qui d'ailleurs s'attache en tout pays à ces sortes de procès, leur fournit un prétexte merveilleux pour récriminer sur le bien-fondé de la condamnation.

Les stupides et malsaines déductions qu'une certaine presse tire du rapprochement de la trahison et de la qualité de juif de Dreyfus, les excitations déplorables qui en découlent contre la population juive en général, sont des motifs nouveaux et puissants pour la race israélite de s'attacher à la cause de leur compatriote

Dès ce moment l'affaire Dreyfus n'est plus seulement une affaire entre la France et Dreyfus, une question de défense et d'honneur national, c'est la lutte de la nation juive contre la France.

Toutes les jalousies latentes contre le prestige et l'influence de la France, tous les secrets espoirs des diplomatis étrangères s'attachent à cette question; comme la boule de neige l'affaire Dreyfus se grossit encore sur un passage de tous les enthousiasmes irraisonnés, de tous les prosélytimes de justice et de liberté, de toutes les haines enfin contre le militarisme.

Les colonies juives éparpillées en tous les coins du globe, et d'une solidarité si absolue, forment le réseau de ces mailles innombrables qui aujourd'hui enveloppent la France dans le filet d'une immense conspiration.

Pendant six ans l'araignée juive tapisse sa toile, en reserre les mailles autour de sa victime, la guettant, prête à s'élancer sur elle.

Elle a eu l'habileté suprême de s'assurer le concours d'une légion de travailleurs, complices conscients ou inconscients, soigneusement entretenus dans leur enthousiasme ou leur haine par les mensonges perfides d'une presse à sa dévotion.

La France, contre qui si souvent sont venus battre les flots des coalitions européennes, fût restée insensible à ces clameurs étrangères; si par malheur le poison savamment élaboré, le doute, ne fut entré dans les veines d'un certain nombre de ses fils, dont le vieux sang gaulois prompt à l'enthousiasme s'est dès lors passionné pour la victime possible.

Mère sensible et juste, elle offre au condamné de 1894, les chances d'un nouveau procès, et à Rennes pendant cinq longues semaines, au grand jour des audiences publiques, accusateurs et défenseurs ont tout loisir de travailler au triomphe de la vérité.

A nouveau Dreyfus est déclaré coupable.

Alors se produit un déchaînement de haine, de violence et d'outrages sans équivalent dans l'histoire du monde.

D'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, du Canada même, s'élève un concert de clameurs contre la France et le peuple français.

La France est dénoncée par ces paragons de vertu, on la veut mettre au banc des nations.

On croirait vraiment que tous ces gens-là ont des grâces spéciales puisqu'ils prétendent, eux qui ne connaissent en somme de la cause que par des rapports tronqués, des dépêches d'une partialité incontestable, juger en dernier ressort et incriminer le verdict d'un tribunal seul à même de connaître tous les détails et le dossier complet.

Si jamais l'on avait pu douter un seul instant des passions qui s'agitent autour de cette affaire Dreyfus, et qui depuis longtemps se sont substituées à la cause première, la campagne échevelée de dénigrement, qui depuis une semaine se poursuit dans les colonnes de la presse étrangère suffirait à convaincre tout homme impartial

La France généreuse, la France chevaleresque, la France flambeau de l'humanité, offusque de son éclat trop d'yeux jaloux; le prétexte leur a semblé bon pour discréditer la France, souiller sa réputation, ternir et flétrir son auréole de justice et de générosité. C'était l'atteindre dans sa gloire même.

Mais cette vague de boue glissera sur le marbre poli dont est fait la renommée de la France, sans y laisser de traces.

Un vol de corbeau peut durant quelques secondes nous dérober l'éclat du soleil, sans que pour cela l'astre de lumière ait à en souffrir.

L'Anglification Forcee

Nous avons dit dans notre dernier numéro tout ce qu'il y avait d'odieux et de fanatisme anti-français dans la mesure annoncée par M. H. J. Macdonald qui voudrait désormais priver du droit de suffrage ceux qui ne pourront lire et écrire l'anglais.

Nous avons appuyé nos dires sur les paroles même de M. Macdonald et les articles de son organe, si bien qu'il ne peut plus aujourd'hui subsister aucun doute sur la portée véritable de la mesure proposée.

Nous ne sommes pas les seuls d'ailleurs à professer cette opinion et voici quelques extraits d'un article de la "Vérité" sur ce sujet.

"La campagne du parti tory est donc réellement dirigée contre la langue française, nous nous en doutions bien, nous en avons aujourd'hui la preuve dans l'aveu échappé à l'organe de ce parti.

Sous prétexte d'atteindre les Slaves, on veut forcer les Canadiens-français de Manitoba à s'angliciser. Voilà l'affaire en deux mots, in a nut-shell.

Le "Telegram" fait de la pure hypocrisie en disant qu'il ne croit pas que cette épreuve inique prive plus de Canadiens-français que de Canadiens-anglais du droit de suffrage. Il sait à merveille que les nôtres surtout en souffriront."

Et la "Vérité" termine ainsi:

"Voilà encore de l'hypocrisie! Tout le monde sait que certains Anglais du Manitoba n'en veulent tant à ces "hordes slaves" de la Galicie que parce qu'ils ont découvert tout à coup que ces immigrants sont pour la plupart des catholiques, et que ceux qui ne le sont pas ne deviendront jamais protestants et s'angliciseront bien difficilement.

Ils croyaient que les Galiciens allaient grossir la majorité anti-catholique. Aujourd'hui ils s'aperçoivent de leur erreur, voilà pourquoi ils voudraient les priver du droit de suffrage!

Les Canadiens-français ont beaucoup moins à craindre des "hordes slaves" au point de vue de la religion catholique, et même de la langue française que des "hordes anglo-saxonnes" auxquelles le "Telegram" et M. Macdonald font appel.

Le "Telegram" et ses amis le savent et voilà la véritable explication de leur zèle contre les Galiciens.

Et ils ont l'audace de dire qu'en faisant la guerre aux "hordes slaves" ils veulent protéger les intérêts des catholiques et des Canadiens-français!

Tas d'hypocrites!"

Comme elle le dit elle-même, la "Vérité" a fait sortir le chat de la poche.

Tout cela n'empêchera pas le "Manitoba" de se déclarer satisfait et content du projet de M. H. J. Macdonald.

M. Joseph Bernier a autre chose à faire pour le quart d'heure que de s'occuper de niaiseries pareilles; il se contente de différer d'opinion avec M. Macdonald; il sera temps suivant lui de s'occuper de combattre une fois le chef de son choix arrivé au pouvoir!

M. Bernier fait sans doute partie de la catégorie des Canadiens-français intelligents du Manitoba qui, suivant le "Telegram," supportent de tout cœur la proposition de M. Macdonald!

Voilà un compliment dont il peut à bon droit être fier.

Qu'en pensez-vous?

Un Surplus de $5,000

Les journaux conserva... sont fort en peine pour criti... la politique financière du gouvernement Laurier.

Il n'est pas facile, en effet, de mordre sur des budgets qui offrent des excédents superbes, ni sur une politique dont le résultat indéniable est pour le Dominion une ère de prospérité sans pareille.

Voici par exemple qu'on vient de publier le résultat de l'année financière finissant le 31 juin.

Le surplus est de $5,000,000! un joli chiffre n'est-ce pas?

Le revenu par rapport à l'année dernière a augmenté de $6,500,000, tandis que les dépenses n'ont augmenté que de $3,000,000.

Et les ardents tories qui criaient tant, à propos de cette augmentation des dépenses budgétaires se voient ainsi obligés de ronger leurs poings en silence.

En silence, pas tout à fait, ... ils ont la partisannerie tenace...

Les voilà qui se lamentent ... les conséquences désastre... d'une politique qui suivant ... néglige de faire des écono... de mettre de côté en pré... des années mauvaises à ve...

On pourrait simplem... répondre, en leur de... pourquoi eux-mêmes ... jamais songé à tant de ... et de prévoyance du... ils étaient au pouvoir...!

Bien loin de me... nos amis les bon... gnaient alors les dé... après les autres.

Ils sont devenus bie... et exigeants depuis q... les budgets se chif... surplus!

Mais, il y a mieux ... vernement libéral ... bonne voie en ... surplus aux amél... mées par le dé... notre contrée.

Le Canada es... neuf, où bien ... à créer ou à ... vraie politi...

(Voi...